

«La densification sans fin de la région parisienne».

La chronique de Patrick Devedjian

Pour notre technocratie, tout le monde doit vivre dans des métropoles surpeuplées, tel est notre destin, à peine tempéré par des départs en week-ends ruraux à 80 km/heure



© CD92-Olivier Ravoire

Le Président de la République a signé une lettre de mission en faveur de Roland Castro en vue de recueillir ses propositions quant aux « *principaux enjeux métropolitains du Grand Paris* » mais aussi en ce qui concerne « *la réflexion urbaine et la construction des grands projets d'aménagements* ». On souhaite à Roland Castro plus de succès que les deux projets précédents du préfet Cadot auquel il est cependant associé. Mais les objectifs fixés par la lettre ne peuvent pas lui faciliter la tâche. Il ne s'agit rien de moins que d'« *inventer un nouveau modèle de Métropole mondiale* » et de « *garantir pour chacun une égalité de destin* » !

La loi NOTRe de 2015 qui a créé 22 métropoles provinciales et cette Métropole du Grand Paris, gouvernée par 209 personnes désignées, dont l'essentiel du budget est consacré à la communication n'y suffit donc pas. New-York, se passe bien du statut métropolitain pour être la plus grande et la plus attractive des villes du monde, « faisant de la métropole » sans le savoir, à la manière de Monsieur Jourdain. Quant à la garantie d'une égalité de destin pour chacun, même le socialisme le plus utopiste n'avait pas imaginé de régler la vie et la mort de chacun.

Le plus grave et le plus sérieux vient ensuite dans l'affirmation qu'il faut « *se projeter dans une métropole durable, et donc dense* ». Or, la région parisienne est déjà le territoire le plus dense de toute l'Europe. Paris et les trois départements de la Petite Couronne forment un territoire de 762 km² pour 6,7 millions d'habitants, soit une densité d'environ 9 000 habitants au km². **Le Grand Londres qui est deux fois plus**

étendu avec 1 600 km² n'atteint que 5 500 habitants au km². Il n'est donc pas nécessaire de « construire la ville sur la ville » pour être une métropole attractive.

En banlieue la chasse aux secteurs pavillonnaires est ouverte, la haute administration exige qu'on construise « la ville sur la ville » et les promoteurs immobiliers y voient une aubaine

Les Français ne veulent pas de la densification intensive que la haute administration veut leur imposer en référence aux théories archaïques de Le Corbusier et de ses épigones tardifs. Il suffit de voir la résistance des Parisiens à la construction de tours sur leur commune et même à ses portes. Le quartier d'affaires de la Défense est de ce point de vue une rare exception française à cette règle, exception bienvenue dans la compétition internationale mais ce quartier d'affaires exige en même temps plus d'espace, plus de nature, plus de diversité.

Réduction d'espaces verts. La majorité des Français préfère l'habitat individuel à l'habitat collectif, car il propose plus d'espace et plus d'intimité, mais peu importe : en banlieue la chasse aux secteurs pavillonnaires est ouverte, la haute administration exige qu'on construise « la ville sur la ville » et les promoteurs immobiliers y voient une aubaine encouragée par l'Etat. Les écologistes demeurent étrangement muets devant ces réductions d'espaces verts qu'ils prétendaient défendre, parce qu'ils refusent l'étalement urbain. La région parisienne attire plus d'emplois, tandis que la province s'anémie ; le chômage est pourtant la première « inégalité de destin ». Pour notre technocratie, tout le monde doit vivre dans des métropoles surpeuplées, tel est notre destin, à peine tempéré par des départs en week-ends ruraux à 80 km/heure.

Quand Total, la première entreprise française, veut déplacer son siège social de quelques centaines de mètres, le préfet de région fait pression pour assortir son autorisation de l'obligation de construire des centaines de logements supplémentaires dans un département où la densité est déjà près du double de celle de Londres (9 100 logements/km² dans les Hauts-de-Seine pour 5 500 à Londres). Le Schéma Directeur de la Région Ile de France (SDRIF) fixe comme objectif la construction de 70 000 logements par an, ce qui est considérable, objectif qui a fait l'objet d'une surenchère démagogique de la part de la droite comme de la gauche.

Or, l'Etat s'avère incapable de gérer ces métropoles surpeuplées et de plus en plus invivables où la circulation doit être arrêtée les jours de trop grande pollution, où la durée des trajets est de plus en plus longue et de plus en plus aléatoire. Le mythe de la métropole n'est que le dernier avatar de l'utopie de la mégalopole déshumanisée au point de devoir construire les jardins sur les toits, leur dernier refuge. Les hommes ont besoin de vivre à proximité de la nature et l'histoire légendaire de Babel est dans la Bible pour nous le rappeler.

Notre Etat, surendetté incapable de réduire son train de vie et voulant contrôler la vie de chacun n'a pas les moyens de ses obsessions

Notre Etat, surendetté incapable de réduire son train de vie et voulant contrôler la vie de chacun n'a pas les moyens de ses obsessions. Une zone très dense représente le périmètre préféré du Ministère de l'Intérieur et de la Préfecture de police de Paris : avec un petit nombre de policiers on peut contrôler un très grand nombre de personnes.

Emplois. Mais, **chaque semaine, des infrastructures s'effondrent**, faute d'entretien : tantôt un ballast du RER B, tantôt un pilier du viaduc de Gennevilliers supportant l'autoroute A 15. Les voies nationales sont percluses de nids-de-poule dangereux et de plus en plus mal éclairées ; la première cause d'accident est probablement le mauvais état et la mauvaise organisation des routes nationales, les réseaux départementaux sont globalement mieux entretenus que les nationaux, et les autoroutes demeurent plus sûres.

La densification est la fille de la centralisation, elle permet la vidéo-surveillance qui n'a pas d'intérêt dans le rural. Elle est une forme de la paresse car elle permet de gérer un maximum de choses à partir de son bureau. On tente vainement de la justifier par la forte demande de logements en région parisienne mais en fait la demande de logement n'est que la conséquence de l'offre d'emploi largement monopolisée par la région capitale. **Il y a plus d'emplois en Ile-de-France parce que l'Etat y installe le plus grand nombre de ses administrations, de ses agences**, des sociétés qu'il contrôle et que dans un pays hyper réglementé la vie économique s'organise à proximité de ceux qui réglementent et qu'il est nécessaire de nourrir des évolutions technologiques.

Les Jacobins ont perverti la révolution française et leurs héritiers poursuivent aussi un projet liberticide qu'ils ne semblent pas voir. Le gouvernement avait promis un Pacte girondin : il aurait grand tort de continuer à faire le contraire.

<https://www.lopinion.fr/edition/politique/densification-fin-region-parisienne-chronique-patrick-devedjian-155649>